

Bern, le 27 septembre 2011

L'Union des étudiant-e-s de Suisse commente la nouvelle publication de l'OFS sur la mobilité des étudiant-e-s et exige que des mesures soient enfin prises.

La mobilité pendant les études: de fausses promesses

L'Union des étudiant-e-s de Suisse (UNES) prend connaissance avec grand intérêt des nouvelles données sur la mobilité de l'Office fédéral de la statistique (OFS) et voit ainsi confirmée sa critique de longue date quant au système de Bologne. Le but visé d'un paysage international des hautes écoles et d'un taux élevé de mobilité est loin d'être atteint.

L'OFS qualifie lui-même à juste titre la mobilité en Suisse d'inégale et dépendant de la situation socio-économique des étudiant-e-s. Le but des ministres européen-ne-s de l'éducation d'atteindre un taux de mobilité de 20% ne sera pas réalisable en Suisse en l'état actuel des choses.

Les chiffres au niveau du Bachelor (15,7 %) et des hautes écoles spécialisées et pédagogiques (7%) montrent sans ambiguïté que Bologne, loin de ses promesses de flexibilité (et donc de pouvoir effectuer un séjour en mobilité) a entraîné une rigidification des cursus et une précarisation des conditions d'études.

L'UNES demande depuis des années une structuration claire des voies d'étude, la possibilité d'effectuer des études à temps partiel et que chaque cursus soit compatible avec un séjour en mobilité. De plus, les informations concernant les possibilités de mobilité doivent être améliorées et la reconnaissance des études suivies et des examens passés garantie. « Une équivalence sur le papier ne nous sert à rien si elle ne peut pas compter pour notre cursus. Il y a encore de grands progrès à faire dans ce domaine, chaque haute école règle la situation comme elle l'entend et cette situation est inacceptable », commente Romina Loliva, membre du comité exécutif de l'UNES.

À côté de ces difficultés d'ordre administratif, la mobilité reste un luxe pour beaucoup d'étudiant-e-s. 49.8% des sondé-e-s évoque un manque de ressources financières comme obstacle à la mobilité. De plus, 55% des personnes dont les parents ne sont pas diplômé-e-s d'une haute école ne prévoient pas de séjour de mobilité. Ces données montrent clairement que l'égalité des chances par rapport à la mobilité et à l'accès aux études n'est pas atteinte.

C'est maintenant aux hautes écoles et à la politique d'intervenir. La Suisse a besoin d'un système de bourses harmonisé afin que chaque personne ait accès aux études selon ses capacités et son envie et puisse ainsi répondre aux exigences du paysage des hautes écoles. Il est, de plus, grand temps de corriger les soi-disant améliorations de la réforme de Bologne et de changer l'architecture des cursus d'études de façon à ce qu'ils soient centrés sur les étudiant-e-s. Cela fait longtemps que les étudiant-e-s ont cessé de croire en ces vaines promesses.

Pour plus d'informations :

(f/d) Anja Schuler + 4179 239 98 19

Comité exécutif, dicastère social et assurance qualité

(d/i) Romina Loliva +4179 568 15 38

Comité exécutif, dicastère international, égalité et politique des hautes écoles